

À Propos de la Résilience de l'Économie Tunisienne

« La capacité de rebond de l'économie tunisienne face aux chocs est fragilisée par une autonomie économique et financière limitée vis-à-vis de l'extérieur, ainsi que par une gouvernance en dégradation, en décalage avec les objectifs des politiques publiques. »

Ce constat constitue le cœur de la dernière étude de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ) intitulée « *Résilience de l'économie tunisienne : mesure et positionnement extérieur*¹ ». Le rapport analyse la capacité du pays à absorber les chocs, à s'en remettre et à s'adapter, tout en soulignant qu'après une certaine robustesse historique, la résilience de l'économie tunisienne s'est nettement affaiblie depuis 2011. Avant cette date, les chocs économiques étaient généralement absorbés en l'espace d'un trimestre. Depuis, les phases de récupération se sont fortement allongées : il a fallu près de cinq ans pour que le PIB retrouve son niveau d'avant la pandémie de COVID-19. L'économie tunisienne fonctionne désormais avec une résilience « *à deux vitesses* », combinant des capacités d'amortissement encore présentes et une adaptation de plus en plus lente.

L'étude identifie plusieurs facteurs explicatifs de l'évolution récente de la résilience tunisienne : si la cohésion sociale et certaines capacités productives héritées du passé continuent de jouer un rôle d'amortisseur, la dégradation de la gouvernance, la faible efficacité des services publics et la dépendance énergétique et alimentaire se traduisent, au niveau international, par un classement peu favorable de la Tunisie, 28e sur 38 pays en 2023, révélateur d'une capacité d'adaptation particulièrement faible.

Pour y remédier, l'étude propose un ensemble de réformes à court, moyen et long terme : amélioration de l'accès au financement, diversification des exportations, investissements sociaux, modernisation de l'agriculture, amélioration du climat des affaires, transitions numérique et écologique, et relance de la politique industrielle.

Le problème est que ces recommandations supposent une capacité d'action de l'État qui n'existe plus réellement. Le gouvernement n'est ni politiquement ni socialement en mesure de réformer les principaux foyers de déséquilibre, notamment budgétaires que représentent la masse salariale, le système de compensation et les entreprises publiques. Sans ces réformes, toute stratégie de résilience demeure largement théorique.

S'ajoute à cela une contrainte financière sévère. La Tunisie dispose aujourd'hui d'un accès très limité au financement extérieur et finance ses déficits par l'endettement intérieur, au détriment du secteur privé, et de plus en plus par la création monétaire via la Banque Centrale de Tunisie (BCT). Cette situation alimente l'inflation, affaiblit le dinar et fragilise le système bancaire, réduisant la résilience de l'économie et l'exposant à une vulnérabilité structurelle accrue ainsi qu'à une capacité amoindrie de réaction face aux risques associés aux tensions financières et aux chocs externes. Dans ce contexte, appeler à davantage de crédit aux entreprises tient davantage du discours rhétorique que d'une stratégie

¹ [ITCEQ - Résilience de l'économie tunisienne : Mesure et Positionnement Extérieur](#)

économique réaliste, tant l'endettement croissant de l'État accapare la liquidité disponible et accentue l'effet d'éviction au détriment du secteur productif.

L'étude mise également sur la cohésion sociale comme facteur de résilience. Or, celle-ci fonctionne de plus en plus comme un amortisseur passif, fondé sur l'érosion du niveau de vie, l'expansion de l'économie informelle et l'émigration. Cette forme de « *résilience par l'épuisement* » n'est ni soutenable ni compatible avec une reprise durable, et elle contredit profondément le discours politique officiel sur le rôle social de l'État.

Le silence de l'étude sur le rôle croissant de la Banque Centrale dans le financement de l'État est également préoccupant. La BCT est devenue un pilier de la résilience de court terme, mais au prix d'un affaiblissement de son indépendance et de son mandat de stabilité des prix.

Sachant que l'ITCEQ est le *think tank* du ministère de l'Économie et de la Planification, et que cette étude a été financée par l'Union européenne, une remarque particulière s'impose quant à la définition retenue de la résilience.

Pour l'ITCEQ, « *la résilience des économies désigne leurs capacités à absorber les chocs, à s'en remettre et à s'adapter* ». Cette approche met l'accent sur la gestion des crises et la continuité économique dans un environnement contraint.

À l'inverse, la Commission européenne², qui a mis en place des tableaux de bord visant à fournir une évaluation régulière et globale de la résilience au sein de l'Union européenne et de ses États membres, adopte une conception plus large et plus ambitieuse. Selon elle, « *la résilience est définie comme la capacité non seulement de résister aux chocs et d'y faire face, mais aussi d'opérer des transitions, de manière durable, équitable et démocratique* ». Dans cette perspective, la résilience ne se limite pas à l'absorption des chocs, mais renvoie à une capacité collective à transformer les structures économiques, sociales et institutionnelles.

Le choix opéré par l'ITCEQ d'une définition plus restreinte peut se comprendre au regard de la réalité tunisienne actuelle, marquée par de fortes contraintes financières, institutionnelles et politiques. Cette conception de la résilience renvoie moins à une trajectoire de transition ambitieuse qu'à une logique de continuité. Autrement dit, la résilience tend à être assimilée à la capacité de « *tenir bon* », comme l'illustre le discours politique dominant selon lequel « *la Tunisie a fait preuve de résilience en honorant à temps le service de sa dette* ».

Mais est-ce là l'ambition d'un pays qui s'engage dans un nouveau Plan de développement pour la période 2026–2030 ? Pourquoi ne pas porter une ambition plus élevée pour la Tunisie, en s'inspirant d'une conception de la résilience à l'européenne, fondée non seulement sur la résistance aux chocs, mais aussi sur la capacité à opérer des transitions durables, équitables et démocratiques ?

² [Commission Européenne - Résilience](#)

En définitive, l'étude de l'ITCEQ offre un diagnostic utile et rigoureux, mais elle sous-estime avant tout la contrainte politique et financière qui pèse aujourd'hui sur l'action publique. En l'absence de réformes structurelles crédibles et d'un retour à un financement soutenable, la résilience de l'économie tunisienne risque de se limiter à une gestion permanente de la contrainte, sans véritable capacité de rebond ou de transformation.

Cette limite renvoie plus largement au cadre dans lequel est posé le débat sur la résilience de l'économie tunisienne, qui ne peut être dissocié des choix politiques et stratégiques fondamentaux. En retenant une définition restrictive de la résilience, centrée sur la capacité à absorber les chocs, l'approche adoptée tend à normaliser une économie en état de tension chronique. Si cette lecture est cohérente avec les contraintes immédiates du pays, elle entérine aussi un affaiblissement durable de l'ambition économique et sociale, en substituant l'adaptation minimale à toute perspective de transformation.

Or, au moment où la Tunisie s'engage dans l'élaboration d'un nouveau Plan de développement, la question centrale est celle de l'horizon collectif que le pays se fixe. Réduire la résilience au simple paiement de la dette ou à la gestion de la pénurie revient à entériner une trajectoire de stagnation et non de développement durable.

À l'inverse, s'inspirer d'une conception plus exigeante de la résilience, telle que celle portée par la Commission européenne, impliquerait de replacer la transformation économique, institutionnelle et sociale au cœur de la stratégie nationale. Une telle ambition suppose certes des prérequis aujourd'hui fragilisés — crédibilité de l'État, gouvernance, accès au financement — mais elle constitue la seule voie permettant de dépasser une résilience défensive pour construire une résilience véritablement durable, équitable et porteuse d'avenir.

Cela étant, ce travail de recherche mérite d'être salué. Il démontre que les capacités d'analyse économique existent en Tunisie et qu'elles remplissent pleinement leur rôle d'éclairage et d'alerte auprès des décideurs publics. Que ces derniers choisissent de s'en inspirer ou non relève d'une autre logique, souvent politique. À cet égard, il serait d'ailleurs pertinent de savoir si ce type de travail analytique a été mobilisé lors de l'élaboration du Plan de développement 2026–2030.